



Mise à jour : 11 février 2016

# NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES DEMANDEURS Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles en Limousin 2015-2020 (PCAE) Mesure 04 - Investissements physiques du Programme de développement rural Limousin Opérations collectives 0413

Cette notice d'information, à vocation pédagogique, est destinée au porteur de projet. Elle lui permet de comprendre les principales étapes de la vie administrative du dossier, les principales obligations qu'il doit respecter pour bénéficier d'une aide européenne ainsi que les pièces justificatives qu'il doit produire.

Veuillez la lire attentivement avant de remplir le dossier de demande d'aide.

**Si vous souhaitez des précisions, contactez le guichet unique, DDT (Direction départementale des territoires) de votre département, guichet unique instructeur auprès duquel vous devrez déposer votre demande.**

**DDT de la Corrèze**

Cité Administrative  
Place Martial Brigouleix  
BP 314  
19011 TULLE Cedex  
Tél : 05 55 21 80 26

**Agents en charge des dossiers :**

Béatrice CHABANIER  
Tél : 05.55.21.80.09 – Email : [beatrice.chabanier@correze.gouv.fr](mailto:beatrice.chabanier@correze.gouv.fr)

**DDT de la Creuse**

Cité administrative  
BP 147  
23003 Guéret Cedex  
Tél : 0810 01 23 23

**Agents en charge des dossiers :**

Séverine SELLIER - Service d'Economie Agricole  
Email : [severine.sellier@creuse.gouv.fr](mailto:severine.sellier@creuse.gouv.fr)  
Stéphane FOURGEAUD - Service d'Economie Agricole  
Email : [stephane.fourgeaud@creuse.gouv.fr](mailto:stephane.fourgeaud@creuse.gouv.fr)

**DDT de la Haute-Vienne**

Immeuble PASTEL  
22, rue des Pénitents Blancs  
CS 43217  
87032 Limoges Cedex 1  
Tél : 05 55 12 90 00

**Agents en charge des dossiers :**

Daphnée PSAILA  
Tél : 05.55.12.90.96 – Email : [daphnee.psaila@haute-vienne.gouv.fr](mailto:daphnee.psaila@haute-vienne.gouv.fr)  
Hélène DUVAL  
Tél : 05.55.12.90.95 – Email : [helene.duval@haute-vienne.gouv.fr](mailto:helene.duval@haute-vienne.gouv.fr)  
Annie NARDEAU  
Tél : 05.55.12.90.78 – Email : [annie.nardeau@haute-vienne.gouv.fr](mailto:annie.nardeau@haute-vienne.gouv.fr)

## SOMMAIRE DE LA NOTICE

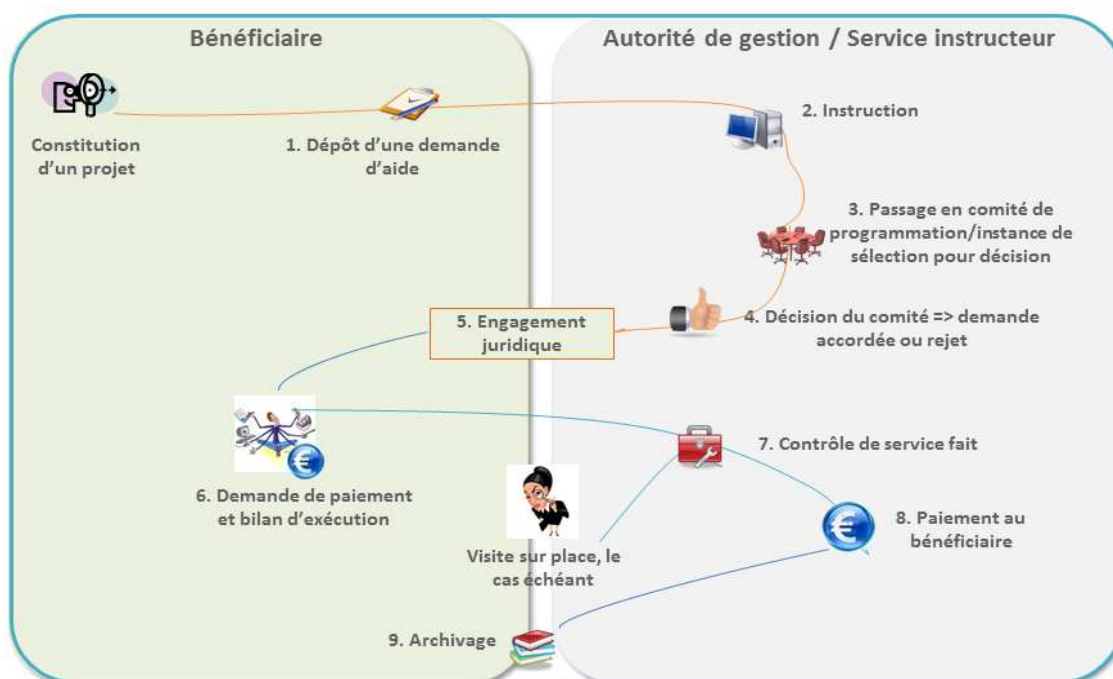
Présentation du FEADER, du Programme de développement rural du Limousin et de ses objectifs .....	4
Principales étapes de la vie administrative d'un dossier de demande d'aide européenne .....	4
1. CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANTS DE LA SUBVENTION.....	5
1.1 Qui peut demander une subvention ? .....	5
1.2 Quels investissements éligibles ? .....	6
1.3 Quelle articulation avec les autres dispositifs ? .....	7
1.4 Les montants de la subvention .....	7
1.5 Publicité des financeurs publics .....	8
1.6 Rappel de vos engagements .....	8
1.7 Points de contrôle du respect des normes minimales.....	8
2. FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION.....	9
2.1 Demande .....	9
2.2 Critères de sélection .....	9
2.3 Rappel des délais .....	10
2.4 Versement de la subvention .....	10
3. LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS .....	11
3.1 Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements.....	11
3.2 Sanctions prévues.....	11
3.3 Cession.....	11

## PRESENTATION DU FEADER, DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL DU LIMOUSIN ET DE SES OBJECTIFS

Pour plus d'information, consultez le lien suivant :

[HTTP://WWW.EUROPEENLIMOUSIN.FR/LEUROPE-EN-LIMOUSIN-LA-STRATEGIE-REGIONALE/LA-STRATEGIE-REGIONALE-LE-PROGRAMME-2014-2020/](http://www.europeenlimousin.fr/leurope-en-limousin-la-strategie-regionale/la-strategie-regionale-le-programme-2014-2020/)

## PRINCIPALES ETAPES DE LA VIE ADMINISTRATIVE D'UN DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE EUROPEENNE



# Programme de compétitivité et d'adaptations des exploitations agricoles 2015

## Actions collectives CUMA

Une subvention, cofinancée par l'Union européenne via le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), peut être accordée pour :

### Opération 0413 : Investissements matériels collectifs

- Favoriser le franchissement de cap par les exploitations agricoles,
- Encourager les opérations collectives et les nouvelles formes d'organisation du travail,
- Augmenter la valeur ajoutée sur le territoire à partir des ressources et des productions locales,
- Aider à l'installation agricole et la transmission des exploitations.

**Les demandes sont présentées dans le cadre d'un appel à projet garantissant la transparence des décisions relatives à la subvention sollicitée.** Les conditions de mise en œuvre de l'appel à projet sont fixées chaque début d'année et consultable sur le site de la Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes ([www.laregion-alpc.fr](http://www.laregion-alpc.fr)), sur le site dédié aux fonds européens ([www.europeenlimousin.fr](http://www.europeenlimousin.fr)) et sur le site de la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://draaf.aquitaine-limousin-poitou-charentes.agriculture.gouv.fr/>).

Les dossiers sont analysés selon le type de projet et classés selon des critères de performances économiques, environnementales ou sociales.

Les subventions seront accordées **dans la limite des crédits constitutifs des financements nationaux** (Région, Départements, ceux alloués au Préfet par le Ministère chargé de l'agriculture pour les crédits de l'Etat, Agences de l'eau). Selon le niveau de priorité des dossiers et selon le rang de classement obtenu, soit les demandeurs reçoivent une décision d'attribution, soit une décision défavorable. En cas de rejet de leur demande, les bénéficiaires ont la possibilité de la renouveler ou de revoir leur projet dans le cadre d'un nouvel appel à projet. Attention toutefois, car les dépenses engagées avant la date de dépôt du dossier dans le cadre de l'appel à projet suivant ne pourront être prises en compte dans le nouveau dossier de demande.

## 1. CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANTS DE LA SUBVENTION

### 1.1 Qui peut demander une subvention ?

---

#### Bénéficiaires éligibles

**Sont exclusivement éligibles à l'opération 00413 :** les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA)

#### Conditions d'éligibilité

**Sont éligibles les demandeurs qui répondent aux conditions suivantes :**

- une majorité des adhérents de la CUMA doit avoir son siège social en Limousin,
- les adhérents de la CUMA doivent être agriculteurs.

## 1.2 Quels investissements éligibles ?

---

Attention, pour être éligibles, les investissements ne doivent pas avoir débuté avant la date inscrite sur l'attestation de dépôt du dossier au titre du PCAE qui sera émise par le Guichet Unique Service Instructeur (DDT).

### Investissements éligibles :

---

#### Pour toutes les dépenses :

- l'acquisition de matériels à la fois neufs et nouveaux ou supplémentaires pour le bénéficiaire,
- les investissements immobiliers : construction et extension de bâtiment, aire de lavage, aire de stockage et atelier d'entretien,

Les projets doivent respecter les normes minimales relatives à l'environnement.

#### CUMA - PARTIE I - Matériels éligibles dans le cadre d'une chaîne de mécanisation

- Matériels de mise en culture afin de favoriser l'autonomie alimentaire des exploitations agricoles :
  - Outils de travail et reprise des sols y compris la préparation du lit de semences
  - Outils de semis ou systèmes d'implantation de semences
  - Outils d'entretien de la surface fourragère (ex : herse à prairie, émousseuse)
- Matériels liés à la récolte :
  - Outils entrant dans la chaîne de fenaison y compris les enrubanneuses fixes et en continu
  - Outils, équipements de récolte, de stockage, de distribution
  - Outils et installations fixes ou mobiles de fabrication d'aliments à la ferme
- Matériels liés à la gestion des épandages :
  - Outils d'épandage des fumiers et des lisiers
  - Outils de compostage
  - Outils de traitements des cultures
  - Outils d'épandage d'engrais et/ou d'amendements
  - Outils de pesées fixes ou mobiles
  - Outils de localisation, jalonnage, guidage, arpentage (type : geographical positioning system - GPS)
- Matériels liés à la traction, au transport (plateaux, bennes et remorques) et à la manutention
- Matériels d'élevage, de contention, de confort et de sécurité au travail :
  - Outils de contention des animaux au champ dont implantation de clôtures de type fils, grillage ou barbelés
  - Outils mobiles de contention et de pesée des animaux
  - Outils nécessaires au déplacement des animaux
- Matériels d'aménagement et d'entretien de l'espace et des paysages :
  - Outils de broyage de végétaux
  - Outils de taillage et d'entretien des haies à rotor ou à lamier
  - Outils d'aménagements fonciers
  - Outils d'élévation (type nacelle)

## CUMA - PARTIE II - Investissements éligibles HORS chaîne de mécanisation

- Bâtiments de remise de matériels, ateliers d'entretien, aires de lavage et de stockage, autres bâtiments :
  - Aires collectives de lavage
  - Plates formes de stockage
  - Ateliers de découpe
- Matériels automoteurs
- Matériels mobiles de traitements des animaux par antiparasitaires
- Matériels pour la production d'agro-matériaux et d'agro-énergie (dont bois énergie)
- Matériels de récolte, lavage, triage et conditionnement des cultures diversifiantes (horticulture, fruits, légumes, tabac, plants...) non présents dans les équipements des organisations de producteurs de la même zone géographique.

### Investissements inéligibles :

---

- les équipements et matériels d'occasion ;
- les opérations de renouvellement à l'identique.

## 1.3 Quelle articulation avec les autres dispositifs ?

---

La subvention accordée au titre du **PCAE n'est pas cumulable avec une autre aide publique cofinancée ou non cofinancée par l'Union européenne pour le même projet**. Cette exclusion concerne également une aide accordée sous forme de bonification d'intérêts, sauf cas des MTS-JA (prêts à moyen terme spéciaux « Installation des jeunes agriculteurs »).

## 1.4 Les montants de la subvention

---

La subvention pour le projet est calculée sur la base d'un montant subventionnable hors taxes.

### Les planchers et plafonds

Montants plancher de dépenses éligibles :

10 000 € HT de dépenses éligibles

Montants plafond de dépenses éligibles :

1 000 000 € HT de dépenses subventionnables totales sur la période 2015-2020 pour une même CUMA

**Dans la limite des crédits disponibles**, et en cas de sélection lors de l'appel à projet, l'aide, versée sous forme de subvention en capital, pourra être attribuée dans les conditions suivantes :

### Les taux d'aide publique :

Le taux d'aide publique de base est de 30 %.

Modulation : 10% si la CUMA remplit les conditions du cahier des charges régional CUMA + basé sur des critères d'innovation, d'emploi, de gouvernance, de formation et d'environnement (ce cahier des charges est défini dans le document de mise en œuvre).

Le taux d'aide publique ne peut dépasser 40%.

## 1.5 Publicité des financeurs publics

---

Le bénéficiaire d'une aide comprenant une part cofinancée sur le FEADER doit apposer une information comprenant le logo européen, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Elle prendra la forme d'une plaque explicative d'une taille minimum A3 (42 x 29,7 cm) si le montant prévisionnel de son projet est supérieur à 10 000 € et d'un panneau d'une taille minimum de A1 (84 x 59,4 cm) si le montant prévisionnel de son projet est supérieur à 500 000 €.

## 1.6 Rappel de vos engagements

---

Le bénéficiaire d'une aide au titre du PCAE s'engage à :

- ☐ poursuivre l'activité de la structure et tout particulièrement son activité ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la réalisation de l'investissement ou l'achèvement des travaux,
- ☐ maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les matériels et constructions aidés, pendant une durée de cinq ans à compter de la première date de décision d'octroi de l'aide,
- ☐ respecter les conditions minimales requises dans le domaine de l'environnement, applicables à l'investissement concerné,
- ☐ se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- ☐ ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits -nationaux ou européens-, en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet,
- ☐ détenir, conserver, fournir, pendant dix années à compter de la demande de versement du solde des aides, tout document ou justificatif se rapportant aux investissements réalisés et permettant de vérifier l'effectivité de ses engagements et de ses attestations sur l'honneur
- ☐ informer le guichet unique de toute modification (situation, raison sociale, projet ou engagements...)
- ☐ respecter les dispositions en matière de publicité
- ☐ intégrer les préconisations des chartes paysagères existantes (si le projet comporte des dépenses d'insertion paysagère éligibles)
- ☐ souscrire à des engagements sur une durée de cinq années qui seront vérifiés au moment de la demande du solde même si celle-ci intervient avant le terme des cinq ans. Cependant, les engagements pris peuvent être contrôlés par les corps de contrôle et ce, jusqu'au terme des 5 ans à compter de la date d'attribution des aides.

## 1.7 Points de contrôle du respect des normes minimales

---

Pour bénéficier des aides aux investissements, vous devez respecter les normes minimales. Par mesure de simplification, **seules les normes attachées à l'investissement sont contrôlées.**

Lors du contrôle administratif, le respect de cette règle se vérifiera par simple déclaration sur l'honneur au moment du dépôt de votre demande.

Vous devez conserver tout document permettant de justifier les dépenses encourues et la réalisation de l'opération. Les justificatifs correspondants à vos engagements et aux attestations sur l'honneur devront être fournis jusqu'au 31 décembre 2028.

Les contrôles sont effectués notamment sur les éléments suivants :

- **Montant total éligible de l'opération ;**
- **Respect des règles d'éligibilité des dépenses ;**
- **Justification des dépenses réalisées : justificatifs conformes, acquittés ;**
- **Respect du calendrier ;**
- **Existence des décisions des cofinanceurs et des encaissements ;**



- **Respect du plan de financement conventionné ;**
- **Respect des obligations d'information et de publicité et autres obligations réglementaires ;**
- **Vérification physique de la réalité de l'opération et de la conformité des investissements le cas échéant ainsi que de leur maintien pour la durée requise par la réglementation.**

Pour le contrôle sur place, les points de contrôle correspondent à des exigences dans le domaine de l'environnement et qui **peuvent être vérifiées directement par le contrôleur de l'ASP.**

## 2. FORMULAIRE A COMPLETER ET VERSEMENT DE LA SUBVENTION

### 2.1 Demande

Un **formulaire TO 0413 de demande de subvention au titre du plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles** est à **déposer au guichet unique** du département dans lequel se situe le siège de la CUMA, quel que soit le (ou les) financeur(s), c'est à dire la DDT dont vous dépendez habituellement.

La liste des pièces à fournir est indiquée aux dernières pages du formulaire. Toutes ces pièces doivent impérativement être à la disposition du guichet unique afin qu'il puisse procéder à l'examen et à l'instruction de votre demande et que celle-ci puisse entrer dans l'appel à candidatures. Sous réserve de leur validité, vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique.

#### Précisions sur l'identification du demandeur

Chaque usager est identifié par un N° unique. Ce N° est, dans le cas général, le N° SIRET. Si vous ne possédez pas de N° SIRET, rapprochez-vous du Centre de Formalité des Entreprises (C.F.E.) dont vous dépendez. Si vous ne pouvez obtenir un N° SIRET, contactez votre guichet unique.

Un code APE (activité principale exercée) est également demandé. Ce code, délivré par l'INSEE, permet de classer les entreprises par secteur d'activités.

Pour rechercher votre code APE :

[http://recherche-naf.insee.fr/SIRENET\\_Template/Accueil/template\\_page\\_accueil.html](http://recherche-naf.insee.fr/SIRENET_Template/Accueil/template_page_accueil.html)

**Le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement de la part de l'Etat, des collectivités territoriales ou Agences de l'eau de l'attribution d'une subvention.**

**Vous pouvez réaliser vos investissements à réception de l'accusé de dépôt de dossier, cet accusé de réception ne prévalant en rien d'une décision favorable d'attribution d'une subvention concernant votre dossier.** En cas de réponse défavorable à votre demande, vous avez toujours la possibilité de la renouveler, tant que vous n'avez pas réalisé vos investissements.

L'engagement de l'aide est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année si le projet que vous avez présenté est retenu dans le cadre de l'appel à projet.

Le montant de la subvention qui peut être accordée est prévisionnel, le montant définitif de l'aide sera calculé en fonction des investissements effectivement réalisés, plafonné au montant qui vous aura été accordé dans la convention d'attribution de l'aide.

### 2.2 Critères de sélection

Les dossiers déclarés complets par le service instructeur seront notés selon la grille de sélection rappelée dans le cahier des charges de l'appel à projet et selon les critères que vous aurez cochés et justifiés dans le formulaire de demande d'aide (pages 3 et 4) pour prétendre à l'obtention d'une aide publique.

Le Service instructeur proposera une notation au comité de sélection, après analyse de votre dossier.

Attention, certains critères doivent être précisément argumentés :

- Le critère 4 « accueil de nouveaux adhérents » suppose qu'il y ait au moins deux nouveaux adhérents
- Le critère 9 « actions d'élimination des déchets de exploitations et de la CUMA » ne peut être pris en compte que pour des actions qui vont au-delà de ce qui est réglementaire.

-Le critère 10 concernant le changement de pratiques des adhérents permettant de diminuer les impacts environnementaux des pesticides, carburants, fumures organiques ou minérales doit réellement mettre en avant un changement de pratiques de la CUMA : le gain de temps, la diminution de la consommation de carburants, les nouvelles motorisations des automoteurs ne sont par exemple, pas suffisants pour activer ce critère. Il doit y avoir un réel changement de pratiques tel que le passage à un entretien mécanique plutôt que l'utilisation de pesticides, nouvelles méthodes de travail du sol, optimisation du traitement des cultures, utilisation de nouvelles techniques pour l'autonomie alimentaire des exploitations.

## 2.3 Rappel des délais

---

Le guichet unique vous enverra un récépissé de dépôt de votre demande d'aide. Dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande d'aide, le guichet unique doit avoir constaté le caractère complet du dossier. En l'absence de réponse de l'administration à l'expiration du délai de deux mois, le dossier est réputé complet.

Le guichet unique procède à l'instruction de la demande dans un délai de six mois à partir de la date de déclaration de dossier complet.

Votre demande sera analysée par les différents financeurs, dans le cadre d'un appel à candidature. Les conditions de mises en œuvre, les priorités et le calendrier pour l'année en cours sont définis chaque début d'année. Il est consultable sur le site de la Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes ([www.laregion-alpc.fr](http://www.laregion-alpc.fr)) et sur le site dédié aux fonds européens ([www.europeenlimousin.fr](http://www.europeenlimousin.fr)) et le lien pour y accéder est présent sur le site de la DRAAF (<http://draaf.aquitaine-limousin-poitou-charentes.agriculture.gouv.fr/>).

Vous recevrez soit une (ou plusieurs) décision(s) juridique(s) attributive(s) de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Lorsqu'une décision de subvention vous a été notifiée, vous devez déclarer au guichet unique service instructeur la date de début des travaux (devis signé, acompte versé, etc) sachant que vous disposez d'un délai d'un an à compter de la date de cette décision pour réaliser les investissements ; passé ce délai, la décision est rendue caduque. Vous disposez ensuite d'un délai de deux ans pour réaliser la totalité des investissements prévus dans votre projet ; passé ce délai, le reversement des acomptes perçus peut, le cas échéant, être demandé.

## 2.4 Versement de la subvention

---

Pour obtenir le paiement de la subvention, le bénéficiaire doit déposer au guichet unique, au plus tard dans les trois mois suivant l'achèvement complet de l'opération, et **dans le respect des délais ci-dessus**, le formulaire de demande de paiement qui lui aura été envoyé lors de la notification de la décision attributive, accompagné d'un décompte récapitulatif, des justificatifs des dépenses réalisées (factures acquittées par les fournisseurs, attestation d'achèvement et de conformité des travaux, garantie décennale le cas échéant) et le éventuellement d'autres justificatifs précisés dans la demande de paiement.

Pour l'aide au titre du PCAE de l'Etat et/ou de la Région, deux acomptes peuvent être demandés sur justificatifs des dépenses dans la limite de 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde de la subvention est demandé à l'achèvement du projet.

Une visite sur place pour constater la réalisation des investissements peut être effectuée au préalable par le guichet unique.

Si le guichet unique n'a pas reçu la demande de paiement du solde dans le respect des délais ci-dessus, il procède à la clôture de l'opération et définit, le cas échéant, le montant de l'aide à reverser.

Le paiement de la subvention est assuré par l'ASP (ou par le financeur public national pour ses crédits propres et ensuite par l'ASP pour le FEADER, s'agissant des Départements de la Corrèze et de la Haute-Vienne). Il est effectué dans la limite des crédits disponibles pour l'année.

## 3. LES CONTROLES ET LES CONSEQUENCES FINANCIERES SI VOUS NE RESPECTEZ PAS VOS ENGAGEMENTS

### 3.1 Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements

---

Des contrôles sur place sont effectués de manière inopinée. Le contrôleur doit constater l'exacte conformité entre les informations contenues dans votre demande et la réalité du projet réalisé.

A l'issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte-rendu dont vous garderez un exemplaire.

### 3.2 Sanctions prévues

---

En cas de non respect, sauf cas de force majeure défini par le règlement n°1974/2006 modifié, des conditions d'octroi de l'aide et des engagements fixés à l'article 12 de l'arrêté du 18 août 2009 relatif au plan de modernisation des exploitations d'élevage bovin, ovin, caprin et autres filières d'élevage, le bénéficiaire doit rembourser le montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité égale à 3 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de refus de vous soumettre à un contrôle administratif ou sur place, de défaut de maintien dans un bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides, de revente du matériel de mécanisation subventionné, de cessation d'activité avant la fin des engagements, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 5 % du montant d'aide perçu ou à percevoir, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe.

En cas de fausse déclaration commise lors de la demande d'aide ou au cours de la période d'engagement, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur.

En cas de fausse déclaration faite délibérément ou de fraude, vous devrez procéder au remboursement du montant d'aide perçu majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d'une pénalité de 25 % du montant de l'aide, dans la limite du montant de l'amende prévu à l'article 131-13 du code pénal pour les contraventions de 5<sup>ème</sup> classe. En outre, vous serez exclu du bénéfice de l'aide au titre de la même mesure, relevant du règlement de développement rural, pendant l'année civile du constat et pendant l'année suivante.

### 3.3 Cession

---

En cas de cession de l'exploitation en cours de réalisation de l'investissement ou pendant la durée des engagements, aucune aide ne sera versée et le reversement de la subvention déjà versée sera demandé majoré d'éventuelles pénalités. Néanmoins, le repreneur peut reprendre, aux mêmes conditions, les investissements et poursuivre les engagements souscrits pour la période restant à courir. Le transfert doit faire l'objet d'une demande écrite auprès du guichet unique pour acceptation.

Aucune aide ne pourra être recalculée à la hausse en cas de modification statutaire du demandeur.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, l'ASP, la Région Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes, les Départements et les Agences de l'eau pour ses bénéficiaires. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification pour les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au guichet unique.